

DÉCISION N° 2026-146 DU 21 JUILLET 2026
PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITATION EN RÉSEAU PHYSIQUE DE
DISTRIBUTION D'UNE VERSION MODIFIÉE DES JEUX DE PARIS SPORTIFS
SOUS DROITS EXCLUSIFS DE LA GAMME « *LOTO SPORTS* » DENOMMÉS
« *LOTO FOOT* », « *LOTO RUGBY* » ET « *LOTO BASKET* »

Le collège de l'Autorité nationale des jeux ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le Titre II de son Livre III ;

Vu la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 modifiée relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne, notamment le V de son article 34 ;

Vu le décret n° 2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la société La Française des jeux, notamment son annexe I ;

Vu le décret n° 2019-1061 du 17 octobre 2019 modifié relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de LA FRANÇAISE DES JEUX et du PARI MUTUEL URBAIN ;

Vu le décret n° 2020-199 du 4 mars 2020 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité nationale des jeux, notamment ses articles 4 et 31 ;

Vu la décision n° 2020-024 du collège de l'Autorité nationale des jeux du 8 septembre 2020 modifiée relative aux dossiers de demande d'autorisation de jeux des opérateurs titulaires de droits exclusifs, notamment son annexe III ;

Vu la décision n° 2026-135 du collège de l'Autorité nationale des jeux du 2 juillet 2026 portant approbation du programme annuel des jeux et paris de la société LA FRANÇAISE DES JEUX pour l'année 2027 ;

Vu la demande d'autorisation déposée le 21 mai 2026 par la société LA FRANÇAISE DES JEUX, et complétée le 2 juillet 2026, en vue de l'exploitation en réseau physique de distribution, à compter du mois de juin 2027, d'une version modifiée des jeux de paris sportifs sous droits exclusifs de la gamme « *Loto Sports* » dénommés « *Loto Foot* », « *Loto Rugby* » et « *Loto Basket* », et enregistrée sous le numéro LFDJ-AU-2026-352-LotoSports-PDV ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Après avoir entendu le commissaire du Gouvernement, en ses observations, et en avoir délibéré le 21 juillet 2026,

Considérant ce qui suit :

1. Le 21 mai 2026, la société LA FRANÇAISE DES JEUX a déposé une demande d'autorisation portant sur une évolution qu'elle souhaite apporter, à compter du mois de juin 2027, à l'exploitation en réseau physique de distribution de ses jeux de paris sportifs sous droits exclusifs de la gamme « *Loto Sports* » dénommés « *Loto Foot* », « *Loto Rugby* » et

« *Loto Basket* ». Proposés en la forme mutuelle, ces jeux, qu'il y a lieu d'instruire conjointement, permettent aux joueurs de pronostiquer l'issue d'une liste de matchs de football, de rugby ou de basket-ball, dont le nombre varie selon la formule choisie (« *Loto Foot 7* », « *Loto Foot 8* », « *Loto Foot 12* », « *Loto Foot 15* », « *Loto Rugby 7* », « *Loto Rugby 15* », « *Loto Basket 7* », « *Loto Basket 15* »). Pour chaque rencontre, le joueur coche l'une des trois issues proposées : « 1 » pour la victoire de l'équipe « 1 », « N » pour un match nul et « 2 » pour la victoire de l'équipe « 2 ». Ces jeux relèvent de la catégorie des paris sportifs que la société LA FRANÇAISE DES JEUX est autorisée à proposer en vertu de ses droits exclusifs, en application de l'article L. 322-14 du code de la sécurité intérieure. La participation à chacun de ces jeux suppose le versement d'une mise unitaire, inchangée, de 1 euro par grille, la part des mises affectées aux gagnants étant maintenue à 70%. L'évolution envisagée concerne l'ajout d'un option facultative dénommée « *Option Boost* », proposée en complément de la souscription d'une grille « *Loto Foot* », moyennant le versement d'une mise additionnelle équivalent à 50% de la mise unitaire, soit 0,5 euro pour une grille simple de 1 euro, et permettant l'attribution de gains complémentaires sur certains rangs de gains ainsi que l'ajout d'un rang de gain supplémentaire.

2. Aux termes du V de l'article 34 de la loi du 12 mai 2010 susvisée : « *L'exploitation de jeux sous droits exclusifs est soumise à une autorisation préalable de l'Autorité nationale des jeux. (...) / Elle s'assure [que les demandes d'autorisation déposées dans ce cadre] respectent les objectifs mentionnés à l'article L. 320-3 du code de la sécurité intérieure et sont conformes au cadre législatif et réglementaire applicable ainsi qu'au programme des jeux et paris de l'année concernée tel qu'approuvé par elle, notamment s'agissant du taux de retour aux joueurs (...). L'Autorité peut à tout moment suspendre ou retirer, par décision motivée et à l'issue d'une procédure contradictoire, l'autorisation d'un jeu si les conditions dans lesquelles son exploitation a été autorisée ne sont plus réunies. Les décisions prises par l'Autorité dans le cadre du présent V sont notifiées à l'opérateur et au ministre chargé du budget. Elles précisent, le cas échéant, les conditions sous réserve desquelles l'exploitation d'un jeu ou d'un ensemble de jeux est autorisée.* » Il incombe ainsi à l'Autorité, eu égard au contrôle étroit auquel est soumis un opérateur titulaire de droits exclusifs, de vérifier, dans le cadre du pouvoir d'autorisation qu'elle tient des dispositions précitées, que la demande présentée par cet opérateur en vue de l'exploitation d'un nouveau jeu, d'un ensemble de jeux ou encore du renouvellement d'un jeu précédemment autorisé, permet la réalisation simultanée des objectifs poursuivis par l'Etat en matière de jeux d'argent et de hasard énoncés aux articles L. 320-3 et L. 320-4 du code de la sécurité intérieure.

3. Il ressort de l'instruction que la version modifiée des jeux « *Loto Sports* », qui respecte les dispositions de l'article D. 322-19 du code de la sécurité intérieure en ce qui concerne la part des sommes mises affectées aux gains pour les paris sportifs commercialisés en réseau physique de distribution, est conforme au programme des jeux et paris de LA FRANÇAISE DES JEUX pour l'année 2027 tel qu'approuvé par l'Autorité et ne porte pas atteinte aux objectifs mentionnés à l'article L. 320-3 du code de la sécurité intérieure.

5. Il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu pour l'Autorité d'autoriser l'exploitation, en réseau physique de distribution, à compter du mois de juin 2027, de la version modifiée des jeux de paris sportifs sous droits exclusifs de la gamme « *Loto Sports* » dénommés « *Loto Foot* », « *Loto Rugby* » et « *Loto Basket* », telle que présentée dans le dossier de demande enregistré sous le numéro LFDJ-AU-2026-352-LotoSports-PDV.

DÉCIDE :

Article 1^{er} : La société LA FRANÇAISE DES JEUX est autorisée à exploiter, en réseau physique de distribution, à compter du mois de juin 2027, la version modifiée des jeux de paris sportifs sous droits exclusifs de la gamme « *Loto Sports* » dénommés « *Loto Foot* », « *Loto Rugby* » et « *Loto Basket* », telle que présentée dans le dossier de demande enregistré sous le numéro LFDJ-AU-2026-352-LotoSports-PDV.

Article 2 : La directrice générale de l'Autorité nationale des jeux est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société LA FRANÇAISE DES JEUX et au ministre chargé des comptes publics et publiée sur le site Internet de l'Autorité.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 21 juillet 2026.

Le Président de l'Autorité nationale des jeux

Pascal CHÈVREMONT

Décision publiée sur le site de l'ANJ le 24 juillet 2026